



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES
**Centre Communal d'Action Sociale
d'Argelès-sur-Mer**

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'INSCRIPTION
sur le REGISTRE NOMINATIF
de la ville d'Argelès-Sur-Mer**

Registre prévu à l'article I. 121-6-1 du code de l'action sociale et des familles

Je soussigné(e), ou nous soussignons,
Solliciter l'inscription sur le registre des personnes à contacter en cas de déclenchement du
plan d'alerte et d'urgence consécutif à une situation de risques exceptionnels, climatiques ou
autres.

L'inscription est demandée au titre :

- de personne âgée de personne en situation de handicap
 autre (préciser) :

Madame :

NOM: PRÉNOM:

Nom de jeune fille :

NÉ(E) LE: |__||__||/|__||__||/|__||__||__||__||

Tél. : |__||__||__||__||__|| Port. : |__||__||__||__||__||

Monsieur:

NOM: PRÉNOM:

NÉ(E) LE: |__||__||/|__||__||/|__||__||__||__||

Tél. : |__||__||__||__||__|| Port. : |__||__||__||__||__||

Adresse :
.....
.....
.....

Personnes à prévenir :

	PRIORITÉ 1	PRIORITÉ 2	PRIORITÉ 3
Nom			
Prénom			
Qualité (enfant, parent, voisin, ami....)			
Tél. domicile			
Tél. portable			
Adresse			

Textes législatifs de référence :

- Le règlement de l'Union Européenne N° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE ;
- La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa dernière version ;
- Les recommandations, avis et décisions des autorités de contrôle sur la protection des données et du Comité Européen à la Protection des Données.

Dispositions de la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels.

Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées que :

1 - Toutes les réponses aux différents questionnaires ne sont pas obligatoires. Toutefois, un défaut de réponse aux questionnaires obligatoires entraînera des retards ou une impossibilité dans l'instruction du dossier et l'enregistrement du demandeur.

2 - Les destinataires des informations collectées sont exclusivement les administrations et organismes habilités à intervenir sous l'autorité du préfet en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence.

3 - En tout état de cause, les personnes concernées ont un droit d'accès et de rectification des informations nominatives stockées ou traitées informatiquement. Le droit d'accès s'exerce auprès de tous les destinataires des données collectées.

Pour l'exercice de ce droit, il convient de vous adresser, en justifiant de votre identité, à Monsieur le Maire.

Date de la demande : |__||__|/|__||__|/|__||__||__||__|

Signature :

Procédure de remplissage :

Formulaire remplie au CCAS

Reçu par courrier/courriel